

vert'libéraux

Parti vert'libéral Suisse

20 projets pour une Suisse tournée vers l'avenir

Présentée le 24 août 2020 au centre de presse du Palais fédéral, Berne

Les conséquences de la crise de la COVID-19 représentent l'un des plus grands défis que notre pays ait connus ces dernières décennies. Dans l'urgence, la bonne réponse a consisté en une aide rapide aux entreprises, exempte de lourdeurs administratives, mais l'avenir de notre pays exige des mesures plus vigoureuses. Les plans de relance économique traditionnels ne constituent pas une réelle solution : quand ils n'échouent pas totalement, ils tardent à déployer leurs effets et manquent souvent leur cible. En lieu et place d'un plan de relance classique dicté par une conception économique aujourd'hui dépassée, les vert'libéraux s'engagent en faveur de réformes libérales qui permettront à notre société de se développer pleinement et de renforcer la liberté d'entreprise. Une protection cohérente de l'environnement et de la biodiversité nous donnera par ailleurs la garantie de bénéficier de ressources locales et rendra la Suisse plus résiliente face aux crises. Dans cette perspective, nous proposons de conjuguer de la manière la plus efficiente possible la digitalisation de notre société avec une conception moderne de la mobilité. Les 20 projets vert'libéraux pour une Suisse tournée vers l'avenir, visent à faire de notre décennie celle d'un succès historique.

La crise du coronavirus a soudain concrétisé des menaces que l'on pensait théoriques. Des finances publiques saines ne sont pas une fin en soi, mais constituent, de fait, la marge de manœuvre indispensable dans les moments difficiles. Loin d'être une simple situation appréciable, la conciliation entre la famille et la carrière est devenue une véritable nécessité économique. La digitalisation, quant à elle, ne doit pas être considérée comme une simple tendance et les autorités politiques doivent y voir une immense opportunité et la promouvoir activement.

Nous nous devons de rappeler ici les autres grands défis de notre époque. En effet, à côté des plans d'action mis en place contre les pandémies, le changement climatique d'origine humaine et la perte de biodiversité mettent en péril les bases de notre société. La réponse apportée par nos autorités à la crise du Coronavirus ne doit pas être interprétée comme un frein à la transition ni comme un retour aux vieux schémas de pensée et d'action. Au contraire, le temps est venu d'entreprendre rapidement des réformes visionnaires en investissant dans un avenir durable.

Une Suisse ouverte, sans protectionnisme

L'isolement et le protectionnisme ne constituent pas les réponses aux problèmes qui sont les nôtres aujourd'hui. Au contraire, la maîtrise des grands défis de notre époque passe par des relations internationales solides. Pour les vert'libéraux, une Suisse qui gagne est une Suisse qui entretient des relations étroites avec son partenaire européen et favorise le commerce ainsi que la coopération internationale.

Avec les 20 projets d'avenir présentés ci-dessous, les vert'libéraux s'engagent à faire de cette décennie, commencée sous des auspices difficiles, celle du changement et du progrès.

Parti vert'libéral Suisse
Monbijoustrasse 30, 3011 Berne
Tel +41 31 311 33 03
suisse@vertliberaux.ch
www.vertliberaux.ch



20 projets pour une Suisse qui tournée vers l'avenir

Notre société a gigantesque potentiel : utilisons-le !	3
Projet d'avenir 1 : Introduction de l'imposition individuelle et formation continue pour plus de savoir-faire	3
Projet d'avenir 2 : Compatibilité de la famille et de la carrière	3
Projet d'avenir 3 : Des retraites équitables pour les jeunes et les travailleurs à temps partiel	4
Projet d'avenir 4 : La Suisse, un leader de la recherche et de l'innovation	4
Projet d'avenir 5 : Créer l'égalité des chances et promouvoir nos talents	5
Renforçons l'esprit d'entreprise et la libre-concurrence, ce sont les bases de l'innovation et de la réussite économique.....	5
Projet d'avenir 6 : Marché du travail libéral et concurrence équilibrée	5
Projet d'avenir 7 : les entreprises appartenant à l'Etat se concentrent sur le service public	6
Projet d'avenir 8 : Optimiser l'utilisation des recettes fiscales sans augmenter les impôts	6
Protégeons les ressources naturelles : devenons des pionniers de la protection de l'environnement et de la biodiversité	7
Projet d'avenir 9 : Développement massif des énergies renouvelables, de l'efficacité et du stockage énergétique.....	7
Projet d'avenir 10 : Chaque bâtiment devient une centrale électrique	8
Projet d'avenir 11 : Utiliser le potentiel de l'alimentation végétale.....	8
Projet d'avenir 12 : des obligations vertes (« Green Bonds »), pour plus d'investissements écologiques	8
Projet d'avenir 13 : Renforcer la protection de la biodiversité	9
Projet d'avenir 14 : Moins de déchets, plus de gestion du recyclage	9
Investissons intelligemment : allions digitalisation et mobilité.....	10
Projet d'avenir 15 : Mobilité de demain.....	10
Projet d'avenir 16 : expansion rapide de l'infrastructure numérique	10
Projet d'avenir 17 : Stratégie informatique et de gestion des données à l'échelle suisse	11
Ensemble, nous sommes plus forts : Europe, libre-échange et coopération	11
Projet d'avenir 18 : Commerce et coopération	11
Projet d'avenir 19 : Au cœur de l'Europe.....	12
Projet d'avenir 20 : Renforcement de l'aide au développement et de la protection internationale de l'environnement	12



Notre société a gigantesque potentiel : utilisons-le !

Pour diverses raisons, la Suisse souffre d'une grave pénurie de travailleurs qualifiés : la compatibilité entre la vie de famille et la vie professionnelle se révèle insuffisante, les possibilités de formation initiale et continue ne sont plus partout à jour ni adaptées aux besoins, et il n'est pas rare que le deuxième revenu d'une famille soit intégralement englouti par une charge fiscale excessive. Le problème s'aggravera si des mesures appropriées ne sont pas prises dans les meilleurs délais et il est par conséquent temps de développer une vision d'avenir pour notre marché du travail. Le changement doit passer par des réformes ciblées du système fiscal, de celui de la formation et de la recherche, ainsi que par une meilleure compatibilité entre la vie de famille et la vie professionnelle. Les nouveaux modèles de travail doivent être rendus possibles plutôt que découragés et de nouvelles plateformes de service doivent voir le jour. De cette manière, nous serons en mesure de mieux utiliser le potentiel riche et varié des citoyens de notre pays.

Projet d'avenir 1 : Introduction de l'imposition individuelle et formation continue pour plus de savoir-faire

L'imposition commune des couples mariés entraîne une charge fiscale très élevée sur les seconds revenus. Ainsi sanctionné, un emploi rémunéré n'est souvent pas intéressant financièrement et de nombreux couples renoncent à l'apport d'un deuxième salaire. Les charges fiscales actuelles accentuent la pénurie de travailleurs qualifiés et entraînent la perte d'importantes recettes pour l'Etat. Une correction rapide de cette situation absurde doit être effectuée dans l'intérêt de la société, de l'économie et de l'Etat. Nous devons par ailleurs créer les conditions-cadres de formation pour le marché du travail de demain (notamment dans les domaines de la digitalisation, de l'environnement, du travail de soins, etc.) et favoriser les changements d'emploi ainsi que les reconversions entre secteurs.

- Nous demandons l'introduction de l'imposition individuelle des personnes mariées pour soulager la pression fiscale qui pèse sur les seconds revenus de manière à rendre le deuxième revenu plus avantageux pour les foyers suisses. Des études ont montré que cette solution est susceptible de créer jusqu'à 50 000 emplois à temps plein pour des employés qualifiés. Les femmes au bénéfice d'une formation supérieure qui ont réduit leur temps de travail seraient ainsi incitées à participer plus activement à la vie professionnelle. Des études montrent que cela pourrait potentiellement créer jusqu'à 50 000 emplois à temps plein pour des employés qualifiés. Les femmes au bénéfice d'une formation supérieure qui ont réduit leur temps de travail seraient ainsi incitées à participer plus activement à la vie professionnelle.
- Le monde du travail et les exigences imposées aux travailleurs évoluent rapidement. L'enseignement et la formation professionnels doivent être davantage orientés vers la formation continue et la transition numérique. Le financement par des fonds étatiques doivent être systématiquement lié à ces critères. Il y a lieu en outre d'améliorer le système des équivalences entre l'enseignement académique la formation professionnelle. Enfin, les choix de parcours que les élèves effectuent entre la scolarité obligatoire et post obligatoire doivent être mieux accompagnés.
- Nous demandons que les possibilités de formation initiales et continues soient renforcées par l'introduction d'un pilier 3w de manière à soutenir la formation continue comme le fait déjà la prévoyance vieillesse avec le pilier 3a.
- La reconnaissance simplifiée ainsi que l'attribution de crédits académiques pour les compétences existantes lors de l'acquisition de nouveaux certificats ou de certificats supplémentaires doivent être significativement améliorées, par la possibilité offerte, par exemple, d'un "deuxième apprentissage à temps partiel".

Projet d'avenir 2 : Compatibilité de la famille et de la carrière

La compatibilité entre la vie professionnelle et la vie familiale en Suisse est encore insuffisante. Le congé parental n'existe pas et l'offre de structures de garde d'enfants est saturée en beaucoup d'endroits. De plus, le coût élevé des crèches et la charge fiscale supplémentaire qu'elles entraînent incitent souvent l'un des deux parents à renoncer à une carrière professionnelle ou à réduire fortement son activité. Le pays de se trouve ainsi privé d'un important potentiel économique de travailleurs qualifiés. La meilleure compatibilité possible entre la vie de famille et la carrière professionnelle est une évidence tant pour la société que pour la force de notre économie.

- Il est impératif que cela soit possible pour tous les parents de concilier famille et travail facilement. Cela nécessite une offre de crèches et d'écoles de jour qui couvre les besoins existants.
- Un emploi rémunéré doit valoir la peine financièrement. Pour ce faire, les parents qui travaillent devraient avoir la possibilité de recevoir des bons pour la garde d'enfants dans des structures professionnelles, qui pourraient être déposés dans un établissement de leur choix. Ce type de financement rend la liberté de choix et la libre-concurrence possibles, tout renforçant ainsi la qualité et la diversité des prestations.
- Nous nous engageons en faveur de 14 semaines de congé parental pour les deux parents si tous deux sont salariés. Cette réforme améliorera la compatibilité de la famille et du travail et contribuera à l'égalité des chances pour tous les modèles familiaux.

Projet d'avenir 3 : Des retraites équitables pour les jeunes et les travailleurs à temps partiel

Le système des trois piliers de la prévoyance vieillesse suisse est un modèle de réussite. Une révision de ce système est nécessaire pour qu'il continue à être en adéquation avec l'évolution du monde du travail et la démographie. Parallèlement à la réforme de l'AVS, le deuxième pilier doit également être réformé. La discrimination à l'égard des jeunes et des travailleurs à temps partiel doit prendre fin.

- En raison de l'évolution démographique, l'âge de la retraite doit être ajusté, dans un premier temps à 65 ans pour tous. Une plus grande flexibilité doit être envisagée de toute urgence, par exemple par l'encouragement de l'activité professionnelle au-delà de l'âge de la retraite.
- En ce qui concerne la prévoyance professionnelle, il est impératif de mettre un terme au système de distribution aux bénéficiaires de prestations qui se fait actuellement aux dépens de la jeune génération. Le taux de conversion minimum doit être basé sur des principes actuariels et non plus être soumis aux seuls débats politiques.
- La déduction de coordination et le seuil d'entrée de la prévoyance professionnelle pénalisent les travailleurs à temps partiel et les personnes exerçant plusieurs activités lucratives. Cette situation se révèle insatisfaisante, en particulier pour de nombreuses femmes. La seule solution consiste à supprimer complètement la déduction de coordination et à abaisser légèrement le seuil d'entrée.

Projet d'avenir 4 : La Suisse, un leader de la recherche et de l'innovation

Grâce, à ses institutions de recherche, la Suisse est l'un des pays les plus innovants au monde. Nous devons veiller à conserver cette position à la pointe de la recherche et de l'innovation, voire à l'améliorer.

- Nous demandons une extension des sites EPF avec la création d'un campus au Tessin pour compléter les sites de Zurich et de Lausanne. Les chaires académiques seront incitées à se concentrer sur les technologies futures durables, telles que les protéines alternatives, l'intelligence artificielle, l'impression 3D ou les biomatériaux.
- La participation de notre pays au programme-cadre européen de recherche "Horizon Europe" est fondamentale. Il s'agit d'une priorité pour nos responsables politiques.
- Nous soutenons un renforcement de de l'agence Innosuisse par le SEFRI.
- Nous nous engageons en faveur de la création de parcs d'innovation qui constituent des carrefours idéaux où le monde de recherche, celui des start-ups et des entreprises établies se rencontrent et collaborent. Le rôle de l'État doit se limiter à la planification et à la mise à disposition d'infrastructures à l'exclusion de tout autre subvention de fonctionnement.



Projet d'avenir 5 : Créer l'égalité des chances et promouvoir nos talents

L'égalité des chances et la promotion des talents sont des impératifs absolus et constituent les ingrédients essentiels de la réussite économique de la Suisse. L'intégration du numérique dans l'enseignement doit enfin être assurée sérieusement. Il est également crucial pour la cohésion de la Suisse que les élèves puissent bénéficier d'expériences dans d'autres régions linguistiques du pays.

- Nous soutenons l'augmentation ciblée de l'aide aux élèves issus de familles socialement défavorisées, et ce dès les petites classes.
- La transition numérique est à entreprendre à tous les niveaux de formation. Cela s'applique aussi bien aux enseignants qu'aux élèves. Elle nécessite que les écoles et les classes soient équipées de manière adéquate.
- Les échanges internationaux se multiplient. Cela s'accompagne d'exigences plus élevées en matière de compétences linguistiques et culturelles. Afin de répondre à ce besoin, les semestres d'échange au sein de toutes les régions linguistiques de la Suisse et pour les écoles professionnelles et les lycées en Europe sont à encourager (par exemple par le biais d'Erasmus+, programme auquel la Suisse sera pleinement associée à partir de 2021).
- Les pouvoirs publics, en collaboration avec les divers acteurs du domaine de la formation, doivent soutenir et simplifier la mobilité linguistique des apprentis en Suisse.
- Améliorer la "culture numérique" dans toute la population. Tous les groupes sociaux, y compris les générations plus âgées, doivent pouvoir améliorer leurs connaissances dans ce domaine.



Renforçons l'esprit d'entreprise et la libre-concurrence, ce sont les bases de l'innovation et de la réussite économique

Une économie libérale est un atout depuis longtemps pour la Suisse. Un Etat fort qui se concentre sur ses tâches essentielles et qui favorise une concurrence équitable est également un élément important aux yeux des vert'libéraux. Dans de nombreux domaines, cette concurrence est aujourd'hui restreinte ou faussée. En effet, la législation du marché du travail n'est pas adaptée à la réalité du marché. La digitalisation et les nouvelles formes de travail ont profondément modifié la vie économique. Les services qui étaient autrefois assurés par un monopole, souvent détenu par l'État, peuvent maintenant être mis à disposition sur un marché libre (par exemple les télécommunications). Par ailleurs, un nombre croissant de personnes ont aujourd'hui plusieurs employeurs ou exercent comme travailleurs indépendants. Nous devons tenir compte de ces changements pour que notre système économique et notre marché du travail demeurent compétitifs sur le plan international.

Projet d'avenir 6 : Marché du travail libéral et concurrence équilibrée

Un Etat aussi peu interventionniste que possible combiné à une concurrence équitable sont les éléments essentiels des marchés équilibrés. En Suisse, monopoles divers, régulations et distorsions du marché empêchent une concurrence équilibrée. Les vert'libéraux exigent un assainissement de cette situation.

- Les obstacles législatifs constituant un frein à l'innovation et au développement durable (par exemple l'économie de partage ou l'économie circulaire), doivent être levés. Ils empêchent nos entreprises de se tourner vers des modèles économiques d'avenir. Les règles légales existantes qui font la distinction entre le travail indépendant et le travail salarié ne sont plus adaptées à l'ère numérique et elles doivent par conséquent être adaptées.
- Les lois façonnées par certains lobbys, qui ne servent qu'à protéger des industries ou des entreprises individuelles, doivent être abolies ou libéralisées. Les exemples actuels sont "Lex Booking.com" ou la loi révisée sur les télécommunications, qui est désormais une loi défendant les intérêts de Swisscom. La sécurité intérieure pour des groupes professionnels individuels n'est également plus appropriée ; les notaires devraient pouvoir exercer dans toute la Suisse, comme c'est déjà le cas pour les avocats.

Projet d'avenir 7 : les entreprises appartenant à l'Etat se concentrent sur le service public

L'État et les entreprises publiques assurent des tâches centrales dans le domaine des infrastructures et du service public. Ce rôle de l'État doit perdurer dans les limites strictes qui lui sont fixées. La présence de l'État et des entreprises qui lui sont liées sur les marchés privés, porte préjudice à notre économie, en induisant une concurrence biaisée. En effet, la large couverture du marché et les capitaux conséquents provenant du monopole garanti par l'État, offre à ces entreprises un avantage concurrentiel.

- Les entreprises publiques comme la Poste, Swisscom ou certains fournisseurs cantonaux d'énergie, les services informatiques et les compagnies d'assurance des bâtiments devraient se concentrer sur leur mission de service public et ne pas se lancer constamment dans de nouveaux domaines d'activité. Il est également possible de privatiser certains secteurs de ces entreprises publiques.
- Le marché de l'électricité doit enfin être libéralisé pour les clients privés également. Il devrait également être possible pour d'autres acteurs du marché de couvrir les restes du monopole des PTT chez Postfinance et Swisscom.
- Les vert'libéraux sont ouverts à l'idée que Postfinance offre des hypothèques et des prêts. Toutefois, une privatisation complète de ces services s'impose. Aucune autre banque d'État n'est nécessaire. C'est la seule façon de créer un marché équilibré entre les prestataires de services financiers.

Projet d'avenir 8 : Optimiser l'utilisation des recettes fiscales sans augmenter les impôts

Des taux d'imposition attractifs constituent un avantage compétitif important pour les particuliers et les entreprises. L'attractivité de la Suisse dépend de cette fiscalité avantageuse. Pour préserver cela, nos autorités doivent continuer à décider d'allègements fiscaux ciblés et économiquement rentables. Il est important que ces derniers ne soient pas axés sur des intérêts particuliers ou ne déploient pas les effets souhaités. Le système fiscal doit être simplifié et rendu conciliable avec les objectifs de durabilité grâce à des incitations écologiques ciblées.

- Par souci d'efficacité et d'équité, les futurs allègements fiscaux devraient profiter au plus grand nombre possible de personnes et d'entreprises, plutôt que de servir les intérêts d'une industrie ou d'un lobby.
- Des déductions fiscales ciblées peuvent jouer un impact majeur, par exemple pour la rénovation écologique des bâtiments ou pour la conciliation de la famille et du travail. Elles peuvent toutefois présenter un effet d'aubaine pour les revenus élevés ou même créer des incitations inappropriées, si des avantages fiscaux sont par exemple accordés pour une mobilité non durable. Le système fiscal doit donc devenir plus simple et plus efficace.
- Nous appelons à un renforcement du principe «tax bads, not goods». Nous soutenons par exemple la suppression de l'impôt sur le chiffre d'affaires (droit de timbre) pour les investissements durables et la constitution de fonds propres. Les investissements dans les secteurs non durables (par exemple les combustibles fossiles) devraient être soumis à une charge fiscale plus élevée.

Protégeons les ressources naturelles : devenons des pionniers de la protection de l'environnement et de la biodiversité



La Suisse a les capacités d'être un leader de la protection de l'environnement et de la biodiversité au niveau international. L'âge d'or des énergies fossiles appartient au passé. Pour atteindre nos buts, nous devons nous fixer des objectifs ambitieux de réduction des émissions de CO₂ dans notre pays et nous doter d'une assurance qualité pour les compensations effectuées à l'étranger. De plus, nous avons surtout besoin de mesures efficaces et libérales dans toute la sphère d'influence de la Suisse. En plus des bâtiments, les domaines du trafic routier, aérien, de l'agriculture et de l'alimentation doivent être pris en main. La loi actuelle sur le CO₂, qui est axée sur des objectifs clairs, est un premier pas dans la bonne direction. En revanche, il est évident qu'elle ne va pas assez loin. Un virage écologique est possible et les technologies pour une Suisse renouvelable et climatiquement neutre existent. Une transition énergétique réussie constitue une opportunité pour l'économie et la société.

Projet d'avenir 9 : Développement massif des énergies renouvelables, de l'efficacité et du stockage énergétique

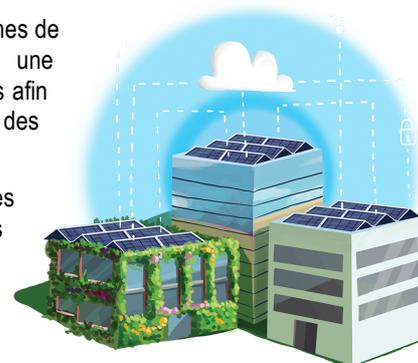
En Europe, la Suisse accuse un retard en ce qui concerne le développement des énergies solaire et éolienne, même s'il est démontré que ces dernières sont économiquement viables depuis longtemps. De plus, nous gaspillons dans notre pays beaucoup d'énergie, le kilowattheure le plus écologique étant celui qui n'a pas besoin d'être produit. En tant que pays de pointe dans technologies vertes (Cleantech), nous sommes favorablement placés pour faire avancer la transformation de notre système énergétique et tenir un rôle de premier plan au niveau international. Nous devons passer des combustibles fossiles aux énergies renouvelables, et il est déjà clair que le principal pilier de l'approvisionnement énergétique du futur sera l'électricité.

- Les vert'libéraux appellent à une suppression rapide des obstacles légaux et des incitations inadéquates qui poussent à une surproduction d'énergie. Il est urgent d'introduire des redevances de réseau du type "pollueur-payeur" et des procédures d'approbation allégées pour l'installation de centrales photovoltaïques, éoliennes et hydroélectriques. Les entreprises énergétiques suisses investissent à l'étranger depuis des années. La sécurité des investissements doit donc être améliorée pour toutes les installations de production d'énergies renouvelables en Suisse.
- En tant que « batterie » de l'Europe, la Suisse peut jouer un rôle important dans la mise en œuvre rapide du tournant énergétique sur l'ensemble du continent. Un facteur clé à cet égard réside dans la conclusion d'un accord sur l'électricité avec l'UE, qui pourrait notamment générer des investissements supplémentaires dans des centrales électriques à accumulation. Nous demandons également la mise sur pied d'une stratégie nationale, de court et long terme, visant l'expansion des installations de stockage d'énergie décentralisées. Les batteries, l'hydrogène, le gaz de synthèse et les carburants de synthèse se complètent parfaitement pour améliorer les capacités de stockage et de transport.
- L'efficacité du système sera obtenue par une harmonisation des règlements et par la promotion de réseaux de contrôles intelligents (smart grids). De cette manière, le réseau électrique existant sera mieux utilisé et la production suivra au plus près la consommation. Les excédents d'électricité pourront ainsi être utilisés de manière judicieuse ou reportés grâce au stockage.
- Les mesures d'efficacité énergétique nous ont permis de réduire la consommation d'électricité par habitant de 12,6 % depuis 2010. Des technologies novatrices et disponibles permettent aujourd'hui de réaliser des gains d'efficacité élevés. Un effort doit être fourni dans les meilleurs délais pour ce qui concerne les incitations aux investissements dans l'efficacité énergétique, en particulier dans les périodes où le prix de l'énergie s'avère avantageux.

Projet d'avenir 10 : Chaque bâtiment devient une centrale électrique

Le parc immobilier actuel de la Suisse recèle un énorme potentiel de production et d'économie d'énergie : les rénovations visant les économies d'énergie, l'installation de panneaux solaires sur les toits et les façades ainsi que l'utilisation de véhicules électriques assurent l'autonomie énergétique de nombreux bâtiments.

- L'ajout de valeurs maximales de CO₂ dans la loi sur le CO₂, améliorera les normes de construction, assurera une meilleure efficacité énergétique et favorisera une production locale d'énergie. Les programmes immobiliers doivent être simplifiés afin que les isolations soient rapidement renouvelées et que le remplacement des systèmes de chauffage à combustibles fossiles devienne une réalité.
- Dans le domaine des bâtiments, il est attendu de l'État qu'il soit exemplaire. Les bâtiments publics doivent atteindre la neutralité climatique d'ici 2040 et les investissements nécessaires, en particulier à l'approvisionnement en chaleur renouvelable (réseau de chauffage urbain et local) doivent être effectués immédiatement.



Projet d'avenir 11 : Utiliser le potentiel de l'alimentation végétale

L'alimentation est à l'origine de 20 à 30 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Sans la contribution du secteur alimentaire, les objectifs climatiques ne pourront pas être atteints. Ce que nous mangeons et la manière dont notre nourriture est produite jouent un rôle essentiel pour la santé humaine et la préservation de notre environnement. La production et la consommation de viande nécessitent beaucoup plus de ressources (sol, énergie, eau) et causent beaucoup plus de dommages à l'environnement que les aliments d'origine végétale. Les substituts à la viande d'origine végétale existent aujourd'hui. Cependant, par comparaison avec le domaine de l'immobilier ou celui de la santé, la transition de notre alimentation dans une perspective de durabilité n'est pas suffisamment prise en mains par nos dirigeants. D'un point de vue sanitaire également, la proportion de produits animaux dans notre alimentation est beaucoup trop élevée. Des problèmes tels que la résistance aux antibiotiques due à l'élevage du bétail viennent compléter ce paysage peu réjouissant.

- Avec ses contributions à l'agriculture qui se chiffrent en milliards, l'État exerce une influence directe sur la production de nourriture. Un système de paiements directs davantage axé sur la production d'alimentation végétale permettrait d'utiliser pleinement notre potentiel pour le climat, la santé et l'environnement.
- Des incitations contre-productives comme le fait de corréler un nombre minimum de têtes de bétail aux paiements directs, les subventions publiques qui soutiennent le marché de la viande, de même que les contributions aux infrastructures des marchés des bovins d'abattage sont autant de dispositifs qui doivent diminuer progressivement avant d'être supprimés intégralement.

Projet d'avenir 12 : des obligations vertes (« Green Bonds »), pour plus d'investissements écologiques

Si nous voulons atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, des grands projets de transition énergétique doivent être menés à bien. Les investissements en la matière sont encore trop faibles, en particulier dans les nouvelles technologies qui présentent un risque d'investissement élevé et dont les apports financiers sont à maintenir sur une longue période pour obtenir des résultats.

- La création d'un "Fonds suisse pour le développement durable" cofinancera les investissements nécessaires dans le secteur de l'environnement et mobilisera des ressources financières privées. L'objectif principal du fonds est d'augmenter l'attractivité des investissements pour les investisseurs privés. Les nouvelles technologies de stockage, le développement du kérosène synthétique ou les projets d'investissement visant à préserver la biodiversité pourront, par exemple, être financés par ce fonds.
- Le "Fonds suisse pour le développement durable" doit demeurer propriété de la Confédération et être financé principalement par l'émission d'obligations vertes, c'est-à-dire des obligations fédérales dont le produit est affecté au fonds. Ce dispositif ouvre ainsi de nouvelles possibilités d'investissement durable pour les investisseurs institutionnels et les petits épargnants.

Projet d'avenir 13 : Renforcer la protection de la biodiversité

La Suisse n'est pas un modèle en matière de protection de la biodiversité. Au contraire : notre pays figure en queue de peloton pour ce qui est de la proportion de réserves naturelles relativement à la superficie du pays et il affiche malheureusement l'une des plus longues listes rouges d'espèces menacées d'extinction. Par ailleurs, la surexploitation de nos sols se révèle dangereuse pour nous, humains, en ce qu'elle favorise par exemple le développement de pandémies, conséquence directe de notre impact sur l'environnement.



- La restauration des biotopes d'importance nationale, tels que les tourbières ou les plaines inondables doit être rapidement entreprise afin de garantir l'application effective de la législation qui assure leur protection. Une réhabilitation complète de ces biotopes créera des emplois et de la valeur ajoutée, en particulier dans les zones rurales.
- Les nombreux projets de renaturation de plans d'eau et de landes doivent être financés sans obstacles administratifs et mis en œuvre rapidement.
- L'agriculture doit être incitée à protéger la biodiversité grâce à une réforme écologique du système des paiements directs. L'utilisation excessive de nutriments dans l'agriculture, encouragée par l'importation d'environ 1,5 million de tonnes d'aliments pour animaux par an, doit impérativement diminuer. Les machines agricoles et plus particulièrement les faucheuses doivent être respectueuses de la vie des insectes, qui sont des éléments essentiels de la biodiversité.
- Les zones peuplées doivent impérativement voir leur biodiversité s'accroître. Des mesures telles que la conception de parcs urbains conçus sur un modèle qui soit le plus proche possible de la nature, le démantèlement des surfaces en béton, le verdissement des toitures et des murs, la plantation d'arbres supplémentaires et la promotion d'enveloppes de bâtiment respectueuses de la vie sauvage avec des installations de nidification pour les oiseaux et les chauves-souris doivent être envisagés.
- Les rénovations des poteaux et lignes électriques dangereux pour les oiseaux doivent être entreprises en coopération avec les opérateurs de réseaux et les compagnies ferroviaires.
- Des mesures sont nécessaires pour éviter que des plantes et des animaux exotiques invasifs ne soient relâchés dans la nature. Les commerces concernés par la vente de ces espèces autorisées doivent respecter l'obligation d'étiqueter les espèces invasives en tant que telles si leur vente n'est pas interdite. Les arbres et arbustes envahissants qui se trouvent sur des parcelles détenues par l'État doivent être remplacés par des espèces indigènes résistantes à la sécheresse.

Projet d'avenir 14 : Moins de déchets, plus de gestion du recyclage

En Suisse, environ 80 à 90 millions de tonnes de déchets sont produits chaque année. Le secteur de la construction en constitue le volume le plus important. La quantité de déchets ménagers, qui est en constante augmentation arrive en deuxième position. Nous devons fixer des conditions cadres afin que notre économie évite la production de déchets et tende à devenir une véritable économie circulaire.

- Le système des marchés publics doit donner l'exemple. Les considérations de durabilité et de cycle de vie doivent constituer des critères centraux pour toutes les adjudications de marchés publics.
- Nous demandons des incitations supplémentaires de la part du Fonds national de la recherche afin d'élargir la recherche et les projets phares dans le domaine des substituts biologiques du ciment et des produits pétrochimiques.
- Faisons de la Suisse le leader mondial du recyclage. Les vert'libéraux demandent la suppression des obstacles légaux ainsi que des conditions cadres claires afin d'augmenter le recyclage et la valorisation des déchets (plastiques, matériaux de construction, etc.).

Investissons intelligemment : allions digitalisation et mobilité

La crise du coronavirus a démontré l'importance des outils numériques tels que la vidéoconférence et le télétravail ainsi que celle d'une infrastructure performante. Des investissements coordonnés dans la digitalisation et la mobilité seront non seulement source d'économies mais assureront également l'amélioration de la qualité de vie dans un environnement préservé. Actuellement, en comparaison avec d'autres pays européens, la Suisse est à la traîne en matière de digitalisation. En ce qui concerne la mobilité, la Suisse persiste à miser sur l'expansion du trafic et des infrastructures plutôt que de se concentrer sur une gestion intelligente du trafic de manière à en diminuer le volume et la densité. La digitalisation est plus qu'un mot à la mode ; les responsables politiques doivent enfin saisir cette immense opportunité et la promouvoir activement.



Projet d'avenir 15 : Mobilité de demain

La crise de la COVID-19 a démontré de manière nette la charge importante des trajets des pendulaires sur notre système de transport. Le télétravail et les vidéoconférences peuvent réduire massivement le trafic quotidien de pendulaires et les coûts économiques et environnementaux qui y sont liés. Nous devons repenser nos modèles de travail pour sortir de l'état de saturation des infrastructures de mobilité, actuellement coûteux pour les contribuables et nocif pour l'environnement. Il est également essentiel de réduire le trafic aérien en Europe en investissant dans les trains de nuit et à grande vitesse.

- Plus de digitalisation, moins de bétonnage : une meilleure gestion de la mobilité peut réduire massivement les pics de trafic. En dehors des mesures techniques dans le domaine de la circulation routière et de la tarification de la mobilité, des horaires de travail plus flexibles et des horaires scolaires adaptés contribueront de manière importante à éviter une expansion inutile de la route et du rail. A tous les niveaux politiques, les élus se doivent de prendre leurs responsabilités. L'utilisation des fonds dans les projets d'infrastructure doit être systématiquement liée à des critères d'évitement du trafic et de lissage des pics d'intensité
- Éviter le trafic excessif solutions numériques ont fait leurs preuves durant la crise et se sont révélées adaptées pour réduire une partie de notre volume de mobilité tout en améliorant sa qualité. L'administration publique et les universités devraient jouer un rôle de pionnier et rendre le télétravail accessible pour le plus grand nombre.
- Campagne en faveur du trafic non motorisé : les nouvelles voies express pour vélos améliorent la qualité de vie et l'attrait du trafic non motorisé dans les villes, les agglomérations et les zones rurales.
- Transport durable des voyageurs en Europe : une nouvelle politique de transfert de l'air vers le rail est nécessaire. Il est urgent d'améliorer les liaisons entre la Suisse et le réseau européen de trains à grande vitesse, de trains réguliers et de trains de nuit, ainsi que de mettre en place des solutions de réservation simplifiées.
- L'introduction d'une taxe sur les carburants doit venir équilibrer les situations où le pétrole affiche des prix bas. De plus, les mesures incitant à passer à des systèmes de propulsion sans CO₂ doivent être renforcées par l'introduction d'exigences accrues en matière de renouvellement du parc automobile. Il y a par exemple lieu de supprimer les "systèmes de rabais" qui portent préjudice à l'environnement, en modernisant la taxe sur les véhicules à moteur et en investissant de manière cohérente dans les infrastructures de recharge à domicile et au travail (par exemple via les fonds climatiques).

Projet d'avenir 16 : expansion rapide de l'infrastructure numérique

Des réformes législatives sont nécessaires au développement rapide de l'infrastructure numérique, seule à même de poser les bases d'une utilisation efficace des ressources dans les domaines du transport, de l'approvisionnement en énergie et de l'agriculture. Il convient de faire une distinction entre l'infrastructure (publique) et l'exploitation (privée). La Suisse a beaucoup de retard à rattraper en la matière, surtout dans les zones rurales.

- Une infrastructure numérique moderne, qui permettra de maintenir et de créer de la valeur ajoutée et des emplois, passe par le développement du réseau de fibres optiques et de la 5G. Les conditions cadres d'une expansion rapide doivent être édictées sans délai.
- Parallèlement, il est indispensable de supprimer les subventions pour les anciennes technologies pour les reporter sur les nouvelles.

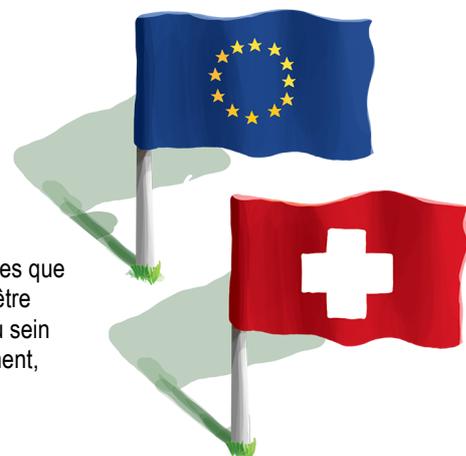
Projet d'avenir 17 : Stratégie informatique et de gestion des données à l'échelle suisse

Une stratégie informatique de gestion des données à l'échelle nationale doit cadrer l'utilisation transparente des données.

- Nous nous engageons en faveur de l'utilisation du dossier électronique du patient et d'une infrastructure informatique de santé à l'échelle nationale qui respecte la protection des données (obligation pour tous les prestataires de services et pour les patients d'utiliser le dossier électronique tout en respectant la protection des données).
- Une législation unifiée concernant la gestion des données et une interopérabilité au sein de l'administration fédérale et des cantons est nécessaire. En ce sens, le développement d'applications isolées doit être évitée.
- La coordination entre les différentes instances politiques doit être grandement améliorée dans le secteur des technologies de l'information. Les cantons, les communes ainsi que les autres entités administratives doivent pouvoir accéder plus facilement aux solutions informatiques des autres acteurs de l'État. Cette facilitation permettra d'accroître l'efficacité et de réaliser des économies d'échelle. Le moyen d'y parvenir est de passer par plus de transparence, et non par une centralisation, qui est de nos jours obsolète. Une telle conception favorisera la libre-concurrence et donc la recherche de solutions optimales et innovantes.
- La mise en place d'un accès numérique et sans barrière depuis le domicile des travailleurs concernés par toutes les activités officielles doit être traitée en priorité et dans le respect de la sécurité des informations.

Ensemble, nous sommes plus forts : Europe, libre-échange et coopération

En tant que petit État mondialisé, nous avons un intérêt particulier à ce que la coopération internationale soit couronnée de succès. De bonnes relations commerciales garantissent notre prospérité. Par ailleurs, les crises mondiales telles que le changement climatique, les pandémies ou la perte de biodiversité ne peuvent être résolues qu'au niveau international. Il faut renforcer l'engagement de la Suisse au sein des organisations internationales telles que l'ONU et les banques de développement, ainsi que la position stratégique de Genève en tant que site international.



Projet d'avenir 18 : Commerce et coopération

Le libre-échange et les partenariats économiques garantissent notre prospérité. Assortis des conditions-cadres sociales et écologiques nécessaires, ils offrent également une opportunité de développement économique pour tous les pays. Une telle situation assure la stabilité, favorise la paix et réduit la pauvreté dans le monde. Le commerce international de marchandises, tout comme la production intérieure, doit devenir durable et couvrir les frais qu'il engage.

- Le développement des accords de libre-échange entre la Suisse et ses partenaires économiques est essentiel. Les critères de durabilité et les accords de protection des investissements doivent systématiquement être pris en compte par la mise en œuvre d'études de durabilité et d'impact environnemental.

- Nous nous sommes engagés à abolir les droits de douane, qui ne poursuivent qu'un but protectionniste et fiscal. Seuls les ajustements fiscaux aux frontières, au sens d'un prélèvement lié à l'impact environnemental, sont justifiables pour compenser l'impact environnemental et climatique négatif causé par le commerce. Cette solution serait bénéfique non seulement à l'environnement, mais également au maintien d'une concurrence équitable. Une compensation environnementale favorise une production et une consommation durables sans pour autant désavantager les producteurs nationaux sur le plan de la concurrence. Le produit de ces prélèvements doit être redistribué.
- La création de "clubs climatiques" en partenariat avec les pays appliquant des taxes d'incitation comparables à celles de la Suisse doit être envisagée de manière à ce que les échanges entre la Suisse et ces États soient exemptés des ajustements fiscaux à la frontière (taxe sur les importations de CO₂).
- Nous sommes favorables à une réduction générale des droits de douane pour les importations en provenance des pays les moins les moins développés (LDCs).

Projet d'avenir 19 : Au cœur de l'Europe

Nous voulons protéger et renforcer les valeurs communes de la Suisse et de ses partenaires européens, telles que les droits de l'homme et la démocratie. La participation pleine et égalitaire de la Suisse à la vie économique et académique de tous les pays membres de l'Europe est fondamentale. Nous voulons que les biens et les services puissent circuler et s'échanger librement en Europe sans obstacles.

- Les vert'libéraux appellent à la conclusion rapide d'un accord-cadre avec l'Union européenne. Seul le développement de ces accords bilatéraux permettra à nos entreprises de commercer librement, à nos universités de bénéficier de l'apport et de l'émulation des programmes de recherche européen et à nos étudiants de garder le libre accès aux universités européennes. De plus, de nouveaux accords pourront enfin être conclus sur des questions clés telles que l'énergie, la bourse ou la recherche, ouvrant de nouvelles possibilités de développement pour notre pays.
- Nous voulons coopérer avec la Commission européenne sur le Green Deal européen. L'expansion du réseau européen de trains à grande vitesse et de fret ainsi que la stratégie européenne Power2X/hydrogène pour une industrie lourde climatiquement neutre sont particulièrement intéressantes.
- Nous soutenons l'association avec le projet européen de recherche sur les batteries SeNSE (lithium-ion) pour la recherche sur le stockage d'énergie à faible coût.
- Nous soutenons la participation à la péréquation de la charge européenne et à son développement ultérieur.
- Nous nous sommes engagés à renforcer la coopération pour promouvoir la formation professionnelle en renforçant les programmes d'échange.

Projet d'avenir 20 : Renforcement de l'aide au développement et de la protection internationale de l'environnement

En 2019, l'aide publique au développement en pourcentage du revenu national brut (RNB) s'élevait à 0,44 % en Suisse, un taux qui classe notre pays loin derrière les autres pays européens affichant un revenu par habitant comparable. Par exemple, le Luxembourg, la Norvège, la Suède, le Danemark et le Royaume-Uni consentent à des participations avoisinant 0,7 % du revenu national brut ainsi que le préconisent les Nations Unies. Un grand besoin d'action dans le domaine de la protection internationale de l'environnement, est indispensable, en particulier dans le domaine de la biodiversité.

- Nous demandons une augmentation de l'aide publique au développement pour atteindre l'objectif de 0,7 % du RNB fixé par l'ONU.
- L'application de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) est à renforcer.

- La Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et la participation de la Suisse à la Conférence mondiale sur la conservation de la nature de 2021 doivent être considérées comme des priorités de la politique étrangère.
- Nous soutenons l'idée d'un soutien financier et diplomatique renforcé au programme REDD des Nations Unies qui vise à protéger les forêts tropicales humides restantes.
- La dégradation des espèces menacées selon la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe doit être résolument évitée.
- Nous voulons que les projets relatifs à l'énergie et à l'environnement soient partie intégrante des projets d'aide au développement permettant notamment la création d'emplois locaux qui contribueront à la protection de l'environnement tout en étant bénéfiques à la population.

Les vert'libéraux s'engageront pour que ces projets aboutissent et que cette décennie soit une réussite. De nombreuses interventions parlementaires ont déjà été déposées pour réaliser ces buts, et d'autres suivront. Chez les vert'libéraux, nous agissons concrètement pour voir se réaliser notre vision de la société de demain.